Débat Collège Unique

Faillite idéologique, par Samuel Johsua 2
Un "Munich" éducatif, par Bruno Mattéi 4
Du collège unique au collège différencié, par Paulette Maillard 6
L'école remplit-elle encore toutes ses missions ? 9

LE MONDE | 02.12.02 | 10h50
• MIS A JOUR LE 02.12.02 | 11h08

Faillite idéologique, par Samuel Johsua

Comme il était prévisible, la crise de l'école a atteint désormais de telles proportions que les classes dominantes estiment l'heure venue de la remise en cause du collège unique, avec l'assentiment, semble-t-il, d'une majorité d'enseignants.

Il est vrai que les difficultés rencontrées par le système éducatif sont maintenant éclatantes. Non seulement la proportion d'une classe d'âge qui obtient le baccalauréat n'a jamais dépassé 66 %, mais elle est en baisse continue depuis des années.

A l'autre bout de la chaîne, pour une proportion que l'on peut situer entre 10 % et 20 % d'une génération, les performances scolaires effectives stagnent, voire régressent dangereusement dans certaines zones urbaines.

Le dernier quart du XXe siècle, celui de la *"massification"* de l'enseignement secondaire, s'il a vu progresser considérablement les niveaux de certification et la diffusion des savoirs, n'a pas été à même de réaliser la promesse d'une culture commune de haut niveau pour tous. Le collège *"unique"* qui devrait assurer une possibilité pour tous de disposer d'une culture commune adaptée aux besoins humains de notre époque n'a *"d'unique"* que le nom, tant les écarts cognitifs sont grands entre collèges, voire au sein d'un même collège. Même l'école primaire n'échappe pas à ces fortes inégalités internes.

Cette massification devait *"donner plus à ceux qui ont moins".* Comme d'habitude, la politique réelle qui a été menée a donné plus... à ceux qui avaient plus, et l'écart en années d'études s'est sensiblement accru au détriment des moins scolarisés. Ajoutons à cela les déchirures sociales dues à vingt années de politiques libérales, la massivité du chômage, la généralisation de la précarité, la ghettoïsation de zones de plus en plus nombreuses, et l'on obtient un tableau d'ensemble particulièrement défavorable à l'avancée éducative promise. Et l'on mesure la banqueroute idéologique qu'a représentée la politique éducative de la gauche plurielle. Sa main gauche tançait les professeurs, mobilisait contre eux le bon peuple, tandis que sa main droite accroissait les inégalités à jets continus.

Les idéologues sociaux-libéraux ont fait ainsi porter tout le poids des réformes sur l'institution scolaire, tout en prétendant que l'on ne pouvait rien devant la déferlante libérale, quand ils ne lui trouvaient pas toutes les vertus. Mais la question sociale vient désormais submerger la question éducative.

De ce constat amer, on peut tirer au choix deux conclusions. La première est qu'il n'y aura pas d'avancée éducative dans les reculs sociaux, et qu'il faudrait une mobilisation politique, idéologique, financière de toute la société – en plus d'une société elle-même plus solidaire – pour que l'on ait une possibilité d'en finir avec les formules creuses sur *"l'égalité des chances"* et de reprendre le chemin d'une réelle démocratisation.

Au strict point de vue scolaire, un collège unique est parfaitement envisageable, à condition que la nature des contenus de savoirs qui y seraient traités et celles des méthodes pédagogiques utilisées ne soient pas alignées sur les souhaits des classes moyennes supérieures, véritables bénéficiaires des options en place depuis vingt ans.

Mais, justement, il ne peut y avoir d'école égalitaire dans une société qui l'est si peu. C'est là que gît le problème. Ce qui conduit en même temps à réfuter comme une ineptie l'idée que la suppression du collège unique aurait une dynamique favorable aux défavorisés. Toutes les études internationales confirment que les performances cognitives d'une génération d'élèves sont d'autant meilleures que le système est moins sélectif.

La seconde option absolument conforme à toutes les injonctions des institutions libérales internationales est qu'il faut rejeter au plus vite le projet même d'une école pour tous dont l'adaptation aux exigences patronales ne soit pas l'alpha et l'oméga.

C'est la seconde option que choisissent clairement Luc Ferry et le gouvernement Raffarin. Si, compte tenu de l'attachement traditionnel en France au principe d'une école égalitaire (toujours démenti dans les faits, il faut le rappeler pour éviter toute idéalisation d'un passé mythifié), nos ministres sont prudents dans les formules, la réalité est là. Il s'agit de contraindre le système public à travailler encore plus étroitement pour les *"intérêts de l'économie".*

La *"valorisation des formations professionnelles"* que réclament les ministres n'a pas d'autre fonction. Il est difficile de réussir le projet de *"valorisation"* si les *"professions"* (sous-entendu : ouvrières) sont si mal traitées, et avec de si bas salaires, par les patrons. Cette formation sera d'autant plus *"valorisée"* (mais moins intéressante pour les patrons) que les futur(e)s ouvriers-ères seront doté(e)s par leur lycée d'une solide aptitude culturelle à agir sur leur travail à venir.

Si l'on veut *"valoriser"* la formation technique, qu'on en fasse un des points constitutifs de la culture commune pour tous ! Or, c'est bien entendu l'inverse qui est proposé par le ministre.

On n'ose pas, pour des raisons de rapport de forces, tirer les conséquences de l'abandon des objectifs quantitatifs de la massification, ce qui, en bonne logique, et comme dans la majorité des autres pays européens, devrait conduire à l'abandon même du fantôme de collège unique qui subsiste. Mais le projet sera conduit de l'intérieur même du système *"unique"*, à grands coups de *"diversification"*. Allié alors inévitablement avec le remplacement d'*"un certain mode de "gouvernance" de l'école* [qui] *a lui aussi atteint ses limites",* comme le dit Luc Ferry. Pour les libéraux, le mode de gestion managérial est de portée universelle. Par-delà le statut juridique des établissements, le mode privé de gestion serait le seul possible. On va donc aligner le fonctionnement des écoles, mêmes formellement publiques, sur celui des entreprises concurrentielles, avec renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement, autonomie et mise en concurrence, contrôle décentralisé, ce que devraient permettre sans limites les projets de décentralisation gouvernementaux.

Les débats sur l'éducation du Forum social de Florence ont montré combien ce danger était pressant dans toute l'Europe. Le Forum a aussi affirmé que s'opposer à cette évolution est indispensable. A défaut, c'est une évolution séculaire visant à rendre le plus concret possible le principe d'une éducabilité universelle qui serait remis en cause.

Samuel Johsua est professeur en sciences de l'éducation à l'université de Provence.

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 03.12.02

LE MONDE | 02.12.02 | 10h50
• MIS A JOUR LE 02.12.02 | 11h06

Un "Munich" éducatif, par Bruno Mattéi

Le prix à payer pour maintenir le simulacre est aujourd'hui devenu trop lourd.
Le collège unique, cet *"obscur objet"* d'un désir d'école démocratique, est en train de vivre ses dernières heures. L'enquête FSU-Sofres, rendue publique le 20 novembre, fait apparaître ce que l'on savait déjà, au demeurant : les enseignants dans leur majorité ne croient plus au collège unique et ne pensent surtout plus que l'école puisse réduire les inégalités.

Tout est prêt désormais pour la signature d'une sorte de Munich éducatif entre les enseignants, leurs syndicats, qui ont cessé progressivement d'y croire, et les pouvoirs politiques, qui n'en pensaient pas moins, déjà largement à gauche et très ouvertement à droite.

Il est vrai que ledit *"collège unique"* a surtout été pendant près de trente ans un objet imaginaire. Chacun sait que lorsque les élèves *"hétérogènes"* se sont retrouvés sur les mêmes bancs, les apprentissages y ont été conduits selon des programmes, des formes pédagogiques et surtout des procédures de sélection et d'orientation conformes aux exigences du lycée général et des voies de *"l'excellence républicaine".* Sans oublier le travail de sape qui n'a jamais cessé derrière l'enseigne du collège pour regrouper les promis de la " *méritocratie"* dans les *"bonnes classes"*, selon des hiérarchies de filières et d'options.

Pendant trente ans, on a évité de poser la seule question qui aurait dû importer : si l'on voulait vraiment un collège unique, alors il fallait inventer une nouvelle culture scolaire. Soit une culture commune, où "commun" prenne un sens qui ne soit pas seulement celui du niveau ou d'un programme minimum, mais d'abord celui de valeurs à partager pour exister et apprendre sans exclure, sans s'exclure. Mais comment aurait-on pu ne serait-ce qu'y songer, lorsque l'édifice tout entier est resté verrouillé par le mythe et aujourd'hui l'imposture de l'égalité des chances, parfaitement conforme, sinon nécessaire, au grand jeu de la compétition de chacun contre tous. Un jeu où, comme le dit Albert Jacquard, les gagnants y sont d'impeccables *"fabricants de perdants".*

Plutôt que de travailler à fonder le collège, comme d'ailleurs l'école tout entière, sur des valeurs conformes à l'idée républicaine : l'égalité des droits (et non des chances), la solidarité, pour ne rien dire de la fraternité, ce hiéroglyphe qui attend toujours son Champollion, on a feint. Feint de croire que le collège unique n'était pas suffisamment unique parce qu'il manquait toujours et éternellement de moyens, que les formations, encore insuffisantes, n'étaient pas assez imprégnées de la *"bonne"* pédagogie, différenciée, individualisée, croisée, active, etc., ou que l'intendance ne suivait pas dans son insondable pesanteur.

Le carnaval des hypocrisies aurait pu continuer : chacun pouvant après tout y trouver les avantages, qui de sa bonne conscience pédagogique, qui de sa bonne conscience politique. Sauf que le prix à payer pour maintenir le simulacre est aujourd'hui devenu trop lourd. Car la vraie raison pour laquelle professeurs et syndicats jettent l'éponge, c'est la situation dans les collèges, devenue de plus en plus explosive.

Charles Péguy, dès 1904, écrivait de façon prophétique que *"l'on mentait beaucoup à l'école",* mais que le mensonge y serait plus difficile à supporter qu'ailleurs, parce que, disait-il, les jeunes âmes n'étaient pas encore habituées *"aux empiétements de la fraude"*. Les violences réactives, les incivilités et, aussi, l'ennui quasi ontologique de se rendre dans une école désertée de sens pour de plus en plus d'élèves expriment de façon incandescente les pathologies de nos mensonges collectifs.

L'absence de toute réponse aux questions de la promesse démocratique conduit aussi logiquement que lâchement à l'acte de décès du collège *"inique".*

Certains ne manqueront pas de verser quelques larmes républicaines et de dresser une stèle sur la place *"symbolique"* désormais désertée. Les enfants *"hétérogènes"* vont pouvoir être reprofilés, pour le soulagement de leurs maîtres, dans des filières faites pour leurs *"talents"* si particuliers. *"L'élitisme républicain"*, plus que jamais cache-misère de la ségrégation sociale, entend poursuivre sa course dans la paix retrouvée, ou du moins l'imagine-t-il bien à tort. Mais que les uns et les autres se souviennent du mot de Tacite : *"Ils créèrent un désert qu'ils baptisèrent la paix."*

Bruno Mattéi est professeur de philosophie à l'Institut universitaire de formation des maîtres de Lille.

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 03.12.02

LE MONDE | 02.12.02 | 10h50
• MIS A JOUR LE 02.12.02 | 11h07

Du collège unique au collège différencié, par Paulette Maillard

La politique du ministre de l'éducation ne s'attache pas à résoudre les problèmes. Elle les contourne.

Une enquête récente le montre : les enseignants ne veulent plus du collège unique. Dont acte.

Le constat est clair : dans des classes très hétérogènes de 20 à 30 élèves, il est pratiquement impossible de délivrer un enseignement profitable à tous. Il est des établissements où les classes deviennent ingérables lorsque à l'hétérogénéité des aptitudes s'ajoutent les désordres de l'adolescence, des incivilités agressives, des comportements inadaptés...

Il est clair, enfin, que, lorsque les élèves ont accumulé retards et déficits d'apprentissage, ils ne tirent plus aucun profit des enseignements ordinaires. Passage en classe supérieure ou redoublement reviennent alors au même si les conditions de l'enseignement et les procédures pédagogiques restent inchangées. C'est l'échec. Celui de l'élève et celui de l'institution scolaire.

L'affaire peut être abordée de différentes façons. On peut se résigner et accepter l'échec scolaire en considérant que, pour une minorité, il est inéluctable. Ou, ce qui revient au même, ignorer le problème ou en minorer l'ampleur.

On procède alors à de petits ajustements dans les programmes et dans l'organisation des études sans rien changer d'essentiel. C'est la politique des réformettes marginales pratiquée par les gouvernements, de gauche comme de droite, depuis des décennies. Une politique de l'autruche qui n'est pas désavouée par la fraction la plus conservatrice du corps enseignant. Celle qui s'oppose à toute réforme sérieuse du collège, même lorsqu'elle réclame à hauts cris toujours plus de moyens... pour enseigner comme avant. Celle qui enseigne dans les établissements calmes des quartiers favorisés et n'hésite pas, le cas échéant, à envoyer ses propres enfants dans des établissements privés, plus sélectifs et mieux fréquentés.

Chaque année, 150 000 jeunes sortent du système éducatif sans diplôme ni formation suffisante. Cet échec de l'école publique est largement imputable à des politiques éducatives laxistes et irresponsables. Luc Ferry propose maintenant de créer des classes spéciales préparatoires à la profession dès la 4e pour les élèves qui ne parviennent pas à assimiler les programmes d'enseignement général ; bref, des élèves en situation d'échec.

Cette solution peut convenir, là encore, à la fraction la plus conservatrice du corps enseignant. Elle permet de séparer le bon grain de l'ivraie et de composer des classes relativement homogènes, dans lesquelles il est plus aisé d'enseigner.

La séparation des élèves en deux blocs n'est pas nouvelle. Mais elle intervenait jusqu'ici en fin de 3e, lorsque les élèves les plus performants étaient admis à poursuivre dans la voie royale de l'enseignement général, les autres étant orientés vers les lycées professionnels ou l'apprentissage. Nouveauté, la séparation aura lieu désormais en fin de 5e. Dès l'âge de 12-13 ans, ces enfants seront privés d'une formation générale qu'ils n'ont pas pu acquérir jusque-là (sous entendu : parce qu'ils en sont incapables). C'est l'échec de la formation générale consacré.

Réussiront-ils la formation professionnelle à laquelle on les destine ? Rien n'est moins sûr. Ils n'y sont pas préparés. Ils y vont à reculons, non sur la base d'un choix personnel mais contraints et forcés, parce qu'on ne veut pas d'eux dans les classes d'enseignement général. Ils y vont en perdants, marqués par les échecs accumulés dès l'école primaire.

Echec scolaire puis échec professionnel sont sur une même trajectoire, celle de la marginalisation sociale jusque, parfois, la délinquance.

Cette politique du ministre de l'éducation, une fois de plus, ne s'attache pas à résoudre les problèmes. Elle les contourne. Elle s'en débarrasse, jusqu'au moment où, quelques années plus tard, ils relèveront des ministres de l'intérieur et de la justice.

Une autre façon d'aborder cette affaire est de partir du principe que l'échec au collège, et même déjà à l'école, est inacceptable. Que la fracture scolaire entre les élèves qui réussissent et ceux qui échouent préfigure la fracture sociale. Ce qui engage fortement la responsabilité de l'institution scolaire.

Dans cette optique, on commence par réaffirmer que certaines compétences fondamentales (le socle), relevant de l'enseignement général, doivent être maîtrisées par tous les élèves au terme de la scolarité obligatoire ; la maîtrise du français, notamment, mais pas seulement. Une obligation d'apprentissage pour les élèves et une obligation d'instruction pour les enseignants.

Cet objectif peut être atteint, mais au prix d'une réforme profonde du système scolaire. Doivent être réaménagés : la prise en charge des élèves, l'organisation des études, les procédures pédagogiques, les programmes et la formation des enseignants. Il faudra, entre autres, scinder le grand groupe classe hétérogène en petits groupes homogènes chaque fois que cela est nécessaire ; il faudra instituer le tutorat, c'est-à-dire des moments de dialogue individualisé entre le professeur et chaque élève.

La maîtrise de ces compétences de base – conceptualisation, communication, action – correspond à des besoins fondamentaux de toute personne. Ici, sauf déficits avérés concernant un petit pourcentage d'élèves relevant d'enseignements spécialisés, tout doit être fait pour prévenir l'échec et y porter remède dès les premiers signes, à l'école comme au collège.

Au-delà de cette instruction générale de base, les autres programmes d'enseignement doivent être diversifiés et rééquilibrés. Cela concerne les matières traditionnelles – histoire, physique, biologie, littérature... –, mais aussi d'autres champs de connaissance peu ou pas encore inscrits dans les programmes scolaires.

Il est indispensable, par exemple, de créer à l'école, puis ensuite au collège, des enseignements pratiques et techniques consistants. Pour deux raisons : d'abord, pour instituer, parallèlement aux programmes qui conduisent au lycée d'enseignement général, une préparation aux lycées professionnels et techniques ; ensuite, parce qu'il s'agit de fournir à tous les élèves la possibilité d'exprimer leurs aptitudes et intérêts spécifiques.

Tous les talents, manuels, artistiques et sportifs, à côté de la culture académique et à égale dignité avec elle, qui privilégie l'abstraction et l'expression écrite. Il ne faut pas envoyer les enfants à l'usine. Il faut les former aux pratiques et techniques en créant des ateliers ad hoc dans les écoles et les collèges.

Cette politique-là est plus complexe – surtout parce qu'elle implique d'importants changements dans l'institution scolaire – et beaucoup plus coûteuse. Mais c'est une vraie réponse aux défis éducatifs, culturels et sociaux que l'école du XXIe siècle se doit de relever. C'est dans cette voie qu'il convient de s'engager.

C'est un fait, le collège unique, monolithique et rigide, a fait son temps. Place au collège différencié. Un collège diversifié dans ses objectifs éducatifs et ses programmes. Un collège souple, adaptatif et beaucoup plus efficace dans les procédures pédagogiques. Un collège profondément réformé et qui, conformément à la loi d'orientation de 1989, vise la promotion de tous les élèves par le succès au maximum des possibilités de chacun.

Paulette Maillard est secrétaire nationale du SE-UNSA, responsable du secteur éducation.

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 03.12.02

Chats lemonde.fr - "Ripostes"

L'école remplit-elle encore toutes ses missions ?

L'intégralité du chat du lundi 2 décembre, avec Vincent Cespedes, professeur de philosophie.

Vincent Cespedes : Bonjour.

Dagobert : Comment pourrait-on définir les missions actuelles de l'école ?

Vincent Cespedes : L'école doit instituer le citoyen, c'est-à-dire former l'homme éclairé de demain. Cela demande bien sûr qu'il maîtrise la langue, l'argumentation, et qu'il ait des repères structurants pour comprendre le monde dans lequel il vit.

Eric-h.91 : Pour revenir à la question, définissons la mission... J'ai l'impression que cette mission est de plus en plus lourde et importante.

L'ÉLÈVE CITOYEN

Vincent Cespedes : Les objectifs premiers de l'école restent clairs : la langue, le raisonnement, les arts et les lettres, les connaissances jugées suffisantes pour prendre place dans la société. Il est vrai toutefois qu'à notre époque d'ouverture à l'humanité globale, c'est davantage un "citoyen du monde" que l'école devrait former. L'histoire universelle, les langues étrangères, l'interculturel et la tolérance semblent des missions impérieuses aujourd'hui.

Jean-Luc : Pour former un citoyen il faut qu'il puisse identifier des idées, des faits, les confronter et les comprendre. Pensez-vous vraiment que cela soit encore possible aujourd'hui ?

Vincent Cespedes : Il est très intéressant de constater que notre discussion commence d'emblée sur le terrain idéologique... En effet, l'école doit subir une concurrence terrible, à savoir le marché. C'est lui qui dissuade les jeunes à être "élèves", attise chez eux de faux désirs et les persuade qu'ils ne doivent pas s'élever. L'urgence est donc d'inventer les conditions pour que l'école et le marché ne s'interpénètrent pas.

Vincent.b : Le jeune qui vit à dix dans un trois pièces, dans une cité au milieu des gangs et de la drogue, le citoyen du monde il s'en fout royalement.

Nanou : Former des citoyens du monde est une excellente idée, mais il faudrait déjà commencer avec des objectifs un peu moins ambitieux : apprendre à tous les enfants à parler français pour pouvoir s'exprimer dans un premier temps dans la langue de leur pays...

Dactylograf : En effet, l'école semble plutôt former des individus aptes à entrer sur le marché du travail que des citoyens.

Vincent Cespedes : Cette notion de "citoyen du monde" doit concerner les objectifs pédagogiques des professeurs et de l'institution, hors de question de la rabâcher aux élèves ! De plus, le jeune "de banlieue" gagnerait à comprendre tous les enjeux du journal télévisé, et de sortir, par l'intelligence, de sa "téci". La chose importante pour préserver l'école du marché est de comprendre que la première mission de l'école n'est pas de préparer à un métier, mais d'ouvrir des horizons.

Catherine : Est-ce à l'école d'instituer l'homme citoyen ? L'école n'a pas à se substituer au devoir d'éducation des parents.

Vincent Cespedes : Chère Catherine, l'école républicaine doit suppléer aux déficiences parentales et faire que la Liberté, l'Egalité et la Fraternité ne sonnent plus creux. Il y a

deux écoles, l'école publique de banlieue défavorisée (où les parents vivent dans la précarité et l'exclusion, le plus souvent), et l'école digne de ce nom, formatrice exclusive, hélas !, des futurs citoyens qui auront des postes-clés.

Razika : Et que faire quand il s'agit de déficiences professorales ?

Vincent Cespedes : Les profs sont aujourd'hui catastrophiquement formés, c'est indéniable, et ils le reconnaissent eux-mêmes. L'IUFM (institut universitaire pour la formation des maîtres) est une mascarade où l'on voit des "scientifiques de l'éducation" maniaco-obsessionnels enseigner la pédagogie à des frais diplômés sans que ces derniers apprennent les rudiments psychologiques et humains nécessaires à leur métier. Mais cette formation débilitante est une volonté politique et non le fruit du hasard. Elle vise encore une fois à maintenir les plus démunis dans leur état, ce que Pierre Bourdieu appelle "la répétition".

Himba : Comme vous y allez ! Tous ne sont pas des maniaco-obessionnels !

Vincent Cespedes : En effet, les collèges et lycées des milieux défavorisés voient les exigences de leurs missions à la baisse et "promotionnent" un nivellement par le bas préjudiciable aux élèves les plus motivés.

UN ENSEIGNEMENT TROP THÉORIQUE ?

Curieux : N'est-ce pas symptomatique de l'enseignement français, à savoir privilégier la théorie contre le terrain ?

Vincent Cespedes : Non. Ne parlons pas de "symptômes" ! C'est encore croire que les choses se développent sans intentionnalité ! La France, éminemment ploutocratique (c'est-à-dire étant gouvernée par les plus fortunés et non par le peuple), ne veut pas se donner les moyens d'une éducation juste et équitable. C'est pour cela que les profs d'expérience accumulent des points et s'éloignent au fur et à mesure de leur carrière des établissements sensibles, qui auraient besoin de leur savoir-faire.

Olivier-A : Alors... que préconisez-vous sur le plan pratique ? (quittons un peu l'idéologie, par trop "facile" d'une certaine façon...).

Vincent Cespedes : La pratique est totalement conditionnée par l'idéologie. Pour vous répondre, il faut promouvoir une refonte totale du système éducatif français et non faire des réformes au coup par coup qui, finalement, établissent un compromis entre l'école des laissés-pour-compte et les entreprises avides de travailleurs jetables et culpabilisés par une scolarité calamiteuse. La première chose, me semble-t-il, est qu'il faille thésauriser le savoir-faire empirique des professeurs enthousiastes qui ont dix, vingt, trente années de carrière. Eux seuls sont les véritables spécialistes des déficiences, de la théorie et de la pratique scolaires.

Christian : Vos propos sont d'une teneur identique à ceux de "Sauvez les lettres" par exemple. Vous critiquez, vous dénigrez une formation professionnelle tout en visant un certain élitisme. Je suis formateur 1er degré, MF, en IUFM, où bien des choses pourraient être améliorées, c'est sûr, mais je ne peux comprendre un tel rejet des recherches en éducation, qui nous sont bien utiles pour analyser ce qui se passe.

Vincent Cespedes : Je ne vise pas l'obscurantisme qui consisterait à dire que tout ce qui est pédagogique relève du non scientifique, du non connaissable, et au fond, d'une certaine poésie ineffable. En revanche, il faut réformer l'IUFM pour qu'il devienne une plate-forme enseignant véritablement les humanités et non l'inanité, la vacuité, la "communication" stériles et masquant la putréfaction de l'école.

Forez : Des vieux profs en banlieue, des sciences humaines à l'IUFM ? C'est pas un peu néo-réac comme idée ?

Vincent Cespedes : Arrêtons avec ce faux débat, "réac" ou "néo-réac", etc. On sait bien ce qu'il en est, le marché appelle "progrès" ce qui en fait est un retour en arrière sinistre, et "réac" ce qui est une avancée dans le maintien des avantages sociaux durement acquis. Il ne s'agit pas de mettre des vieux profs en banlieue, mais de récolter leur expérience et d'en faire profiter, via les IUFM, les nouvelles recrues déboulant dans l'école la gueule "raffarinée".

J-f : Qu'entendez vous par *"masquant la putréfaction de l'école"* ?

Christian : Comment pouvez-vous continuer à exercer dans une institution que vous méprisez autant ? *"Putréfaction de l'école"* ? Quel est votre projet éducatif pour vos élèves. ? Parvenez-vous à déceler chez chacun d'eux des valeurs, des points positifs ? Sinon comment parvenir à leur laisser croire qu'ils ont un potentiel à développer dans une perspective de construction professionnelle ?

Vincent Cespedes : Mes cinq années d'expérience de terrain m'ont montré la différence infamante qui existe entre les lycées. Cette différence ne tient pas tant au professeur qu'à l'ambiance "scolaricide" (bavardages compulsifs, violences, arrogances, etc.) qui font ressembler les missions de l'école à de vastes blagues.

Curieux : Reconnaître les bonnes méthodes implique donc de reconnaître les bons profs et de là les mauvais. Etes-vous pour la promotion au mérite et non plus à l'ancienneté ?

Sébi-One-Kénobi : Mieux payer les profs pour qu'ils aillent bosser dans des lycées chauds, ne serait-ce pas une solution pragmatique ?

Vincent Cespedes : De fait, les professeurs enseignant en zone sensible ou en ZEP gagnent un peu plus d'argent. Mais je vous garantis qu'une heure de cours là-bas vaut deux heures dans un lycée de milieu aisé. Il faut donc rééquilibrer le salaire des professeurs et sortir de la discrimination universitaire profs agrégés-profs certifiés, qui fonde la rémunération sur la théorie et non sur la pratique. La promotion au mérite semble une évidence, encore faut-il concerter les profs pour savoir à partir de quels critères le mérite pourra être jugé.

Mike : Si les agrégés sont les meilleurs profs, devrait-on les envoyer aussi (surtout) dans les lycées difficiles ?

Vincent Cespedes : Les agrégés ne sont pas des meilleurs profs, mais des meilleurs étudiants ! Or la ségrégation théorique agrégés-certifiés, qui rémunère plus les premiers tout en leur donnant moins d'heures de cours, broie la concorde professorale et attise des jalousies indicibles. Comment un professeur ultracompétent pédagogiquement pourrait-il tolérer de gagner moins et de travailler plus ? On le voit, cet élitisme compromet l'entente professorale mais personne ne peut le dire. En effet, quel agrégé va se plaindre de ses privilèges ? Quel certifié dénoncera ce système sans qu'on y voie de la rancune et de la "revanchardise" ?

LA VIOLENCE SCOLAIRE

Le-doaré : Le problème comportemental des élèves est aussi important que la motivation des professeurs...

Vincent Cespedes : Franchement, les professeurs sont motivés dans leur plus grande majorité ! Là encore, la propagande ministérielle d'Allègre et consorts qui faisait du prof un glandeur absentéiste avait un but politique, à savoir monter les parents contre les profs et donc priver ces derniers d'autorité légitime. Cette autorité n'est pas autoritarisme, mais pour cela, il faut que le statut du professeur, son "estrade" lui soient redonnés.

Curieux : Le problème de l'école en France n'est-il pas de vouloir des têtes plutôt bien pleines que bien faites ? Il me semble en effet que les "jeunes" d'aujourd'hui ont beaucoup moins d'esprit critique ou de distanciation par rapport aux faits qu'ils perçoivent.

Vincent.b : Pourquoi ne pas décrypter le journal télévisé à l'école ?

Vincent Cespedes : Je suis contre la fameuse éducation aux images qui n'est, finalement, qu'une correction éducative du maelström médiatique et incontrôlé qui hypnotise les jeunes gens. Il faut une éducation "philosophique" c'est-à-dire qui apprenne, outre la langue française, l'argumentation et le jugement critique. Pour cela, il faut rendre "philosophique" des matières jusque là débordantes de contenus, l'histoire, l'économie, les langues, par exemple. Cette conversion aux humanités doit pouvoir se faire en changeant les exigences des IUFM. Autant se servir de cette structure déjà en place, coûteuse et pour le moment inutile.

Mami : Que préconisez-vous pour freiner les violences dans les écoles ?

Vincent Cespedes : La première des violences n'est pas entre élèves, contrairement à ce que tout le monde dit, car les rixes, les insultes et les bagarres générales ont toujours existé *("t'ar ta gueule à la récré !").* La première des violences est dans le rapport profs-élèves, où, par le simple bavardage continuel, les seconds bafouent joyeusement le statut des premiers.

Dactylograf : Dans ce dernier cas, la violence étant surtout symbolique.

Vincent Cespedes : Pour freiner les violences, il faut cesser de placer l'enfant au centre du système éducatif (autodidaxie, jeunisme démagogique, négociations perpétuelles avec les "jeunes"). Au centre du système, il doit y avoir des adultes, non pas dictactoriaux ni condescendants, mais pour le moins respectés. Il suffirait simplement d'une volonté politique différente de celle que l'idéologie "paléocapitaliste" impose pour faire recouvrer aux enseignants leurs moyens d'enseigner.

Eric-h.91 : Quelle méthode employez-vous pour combattre cette incivilité du bavardage en cours ?

Vincent Cespedes : Des méthodes simples que d'aucuns jugeront "réacs", mais de loin préférables à la démagogie mielleuse qui sévit actuellement pour calmer les "incalmables".

Vincent Cespedes : J'institue en début d'année le fait que les élèves se lèvent lorsque j'entre en classe (l'argument étant que je préfère les saluer quand ils sont debout). Autre méthode efficace, l'humour, l'humour, l'humour, y compris ironie acerbe et mordante qui fait se retourner toute la classe contre un turbulent dans un éclat de rire général.

Dactylograf : De mon temps on appelait l'incivilité "insolence". Qu'est-ce qui a changé ?

Vincent Cespedes : Aujourd'hui, les jeunes signent le règlement intérieur, tout n'est que négociation et contrat et, finalement, tout part à vau-l'eau. Arrêtons de faire signer des jeunes même pas élèves, qui brillent le plus souvent par le manque de responsabilités et d'honneur et non par la fidélité à leurs engagements, à leur signature ! Si le prof est un maître, nul besoin de contrat et de toute la paperasserie néolibérale. L'école n'est pas une entreprise ni même l'antichambre du marché, il s'agit d'un lieu où l'on donne l'humanité, la culture, et l'intelligence à de jeunes morveux.

Curieux : L'éloge de la différenciation, de la primauté de l'individu sur le groupe, ne concourt-il pas à cet état d'esprit ? Que pensez-vous par exemple des pays comme le Japon, où les élèves ont un uniforme afin de masquer les différences sociales : n'est ce pas un fondement de l'école laïque et républicaine ?

Vincent Cespedes : N'allons pas jusque-là ! Au contraire, laissons la possibilité pratique aux jeunes filles de venir en jupe, ce qui relève du parcours de la combattante dans certains lycées où règne un sexisme totalement insupportable. Je vous rassure, nous sommes bien à l'ère du groupe et je dirais même du troupeau. L'individu qui sert de caution à un hédonisme mercantile n'existe pas, car ses désirs ne sont pas les siens et sa tête est un puits sans fond. Il suffit de se perdre dans le regard abyssal de Loana, Leslie ou George-Alain pour prendre la mesure de l'abîme dans lequel s'abîme notre vieille jeunesse.

Le-doaré : Le CSA a un rôle à jouer, les parents aussi, les entreprises et les directeurs du marketing plus que tous les autres sont en train de tuer notre jeunesse, il faut le leur dire.

Vincent Cespedes : Il faut surtout passer les néocannibales par-dessus bord. Ne comptons pas sur le CSA (Conseil supérieur d'américanisation) pour réguler quoi que ce soit dans la gigantesque entreprise d'abêtissement généralisé. Quant aux parents les plus irresponsables, bonheur des pensionnats !

LES POLITIQUES D'ÉDUCATION

Sharklady : Que pensez-vous de Blandine Kriegel et de Luc Ferry ? Le prof de philo trouve-t-il sa place dans le monde politique ?

Vincent Cespedes : Le prof de philo que je suis doit essayer de gagner en aplomb et en soif insurrectionnelle et contestataire, autrement dit devenir philosophe. Ce qui n'est pas du tout le cas de ces deux sbires. Preuve en est la grande mode actuelle qui veut que les ministres, non contents de rouler le bas peuple dans la "raffarine", placent leur tendre épouse à leurs côtés (Perben, Ferry et Sarkozy). Quel avenir pour la femme ? Secrétaire.

Mike : Les choix éducatifs (syndicats, ministres) sont le plus souvent politiques. Comment se traduiraient politiquement vos positions...

Vincent Cespedes : J'exprime dans *Sinistrose - Pour une renaissance du politique* et *La Cerise sur le béton - Violences urbaines et libéralisme sauvage* (Flammarion 2002) mes positions politiques. Pour résumer, un humanisme intransigeant, à visée mondiale, s'érigeant contre le "pancapitalisme" et l'intégrisme d'où qu'ils viennent, évidemment. Pour l'éducation, il faut concentrer toute notre énergie pour résorber l'injustice sociale qui fait qu'aujourd'hui l'ascenseur social est bloqué depuis vingt-cinq ans.

Stf : Votre avis sur le collège unique ?

Vincent Cespedes : La loi René Haby (11 juillet 1975) est une catastrophe insidieuse. En effet, votée sous le giscardisme, elle fut applaudie par la gauche parce qu'elle enrobait sa volonté discriminatrice d'un vernis d'égalité. Son ambition semble louable, aux premiers abords, à savoir être à l'écoute du désir et de l'ambition des élèves eux-mêmes en leur donnant un bagage commun. De fait, les élèves des milieux précaires ont les désirs et les ambitions de leur milieu ! Il n'y a là aucune égalité mais reproduction du statut des parents sur la prochaine génération !